

TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER



2023

Audience publique

tenue le mercredi 20 septembre 2023, à 15 heures,
au Tribunal international du droit de la mer, Hambourg,
sous la présidence de M. le juge Albert J. Hoffmann, Président

**DEMANDE D'AVIS CONSULTATIF SOUMISE PAR LA COMMISSION DES
PETITS ÉTATS INSULAIRES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE
DROIT INTERNATIONAL**

(DEMANDE D'AVIS CONSULTATIF SOUMISE AU TRIBUNAL)

Compte rendu

Non corrigé

<i>Présents :</i>	Albert J. Hoffmann	Président
	Tomas Heidar	Vice-Président
	José Luís Jesus	
	Stanislaw Pawlak	
	Shunji Yanai	
	James L. Kateka	
	Boualem Bouguetaia	
	Jin-Hyun Paik	
	David Joseph Attard	
	Markiyán Z. Kulyk	
	Alonso Gómez-Robledo	
	Óscar Cabello Sarubbi	
	Neeru Chadha	
	Kriangsak Kittichaisaree	
	Roman Kolodkin	
	Liesbeth Lijnzaad	
	María Teresa Infante Caffi	
	Jielong Duan	
	Kathy-Ann Brown	
	Ida Caracciolo	
	Maurice K. Kamga	juges
	Ximena Hinrichs Oyarce	Greffière

Liste des délégations :

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Communauté du Pacifique (CPS)

Mme Rhonda Robinson, directrice de la division des géosciences, de l'énergie et des affaires maritimes de la CPS

Mme Kathy Jetñil-Kijiner, émissaire pour le climat

Mme Johanna Gusman, conseillère régionale de la division des droits de l'homme et du développement social de la CPS

Mme Geraldine Giraudeau, consultante du cabinet FAR Avocats

M. Cameron Diver, consultant du cabinet FAR Avocats

M. Daniel Müller, avocat associé du cabinet FAR Avocats

M. Rohan Nanthakumar, conseil spécial – programme Pasifika, Environmental Defenders Office

1 **LE PRÉSIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Bonjour à tous. Le Tribunal va
2 poursuivre son audience sur la *Demande d'avis consultatif soumise par la*
3 *Commission des petits États insulaires sur le changement climatique et le droit*
4 *international*. Cet après-midi, nous allons entendre l'exposé oral présenté par la
5 Communauté du Pacifique.

6
7 J'invite sa représentante, Mme Robinson, à faire son exposé oral. Vous avez la
8 parole.

9
10 **Mme ROBINSON** (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, Mesdames et
11 Messieurs les membres du Tribunal, c'est un privilège pour moi de prendre la parole
12 devant vous au nom de la Communauté du Pacifique, également connue sous le
13 sigle de CPS, et de faire une présentation sur le besoin pressant pour tous les États
14 Parties à la Convention sur le droit de la mer de prévenir, réduire et maîtriser du
15 milieu marin, ainsi que de protéger et préserver celui-ci face aux conséquences des
16 changements climatiques, qui sont : 1) le réchauffement des océans ; 2) l'élévation
17 du niveau de la mer ; et 3) l'acidification des océans.

18
19 Je tiens à féliciter la COSIS d'avoir porté ce sujet brûlant devant le Tribunal. Je tiens
20 également à remercier Mme Kathy Jetñil-Kijiner, envoyée spéciale pour le climat de
21 la République des Îles Marshall – un État membre de la CPS –, qui me rejoindra
22 pour faire cet exposé oral. En tant que pays atoll de faible altitude ayant une
23 expertise particulière dans ce domaine, les Îles Marshall sont bien placées pour
24 présenter au Tribunal un modèle d'atoll produit par la CPS, et qui permet d'illustrer
25 les conséquences qu'entraînera l'élévation du niveau de la mer sur ces îles.

26
27 Je m'appelle Rhonda Robinson et je suis la directrice de la division de la CPS en
28 charge de la géoscience, de l'énergie et des affaires maritimes. Nous sommes
29 basés à Suva, à Fidji. Je suis à la tête d'une des divisions les plus importantes de la
30 CPS qui travaille au soutien des pays et territoires du Pacifique en leur apportant
31 des solutions scientifiques et techniques pour répondre aux plus grands défis qui se
32 posent à notre région, à savoir les changements climatiques. Mon expérience dans
33 ce domaine est fortement influencée par ma propre expérience, mon vécu
34 personnel, car je suis née, j'ai travaillé et j'ai vécu toute ma vie, jusqu'à ce jour, dans
35 la région Pacifique, et je compte y rester pour le restant de mes jours.

36
37 Cette déclaration est faite au soutien de la demande d'avis consultatif de la COSIS.
38 Il n'existe aucune raison décisive qui devrait vous inciter à ne pas exercer votre
39 compétence consultative. Nous convenons avec la COSIS que cette demande porte
40 sur une question juridique qui relève de votre mission. Nous convenons également
41 avec la COSIS que les obligations de la Convention sur le droit de la mer et les
42 obligations internationales au titre d'autres accords doivent être interprétées et
43 appliquées de façon cohérente et harmonieuse.

44
45 D'entrée de jeu, j'aimerais vous donner quelques informations de base sur la CPS et
46 notre capacité à répondre aux questions posées par la COSIS au Tribunal.

47
48 La CPS est l'une des organisations intergouvernementales de la région du Pacifique
49 qui travaillent dans les domaines scientifiques et techniques. Nous œuvrons aux
50 côtés des pays et territoires insulaires du Pacifique membres de l'Organisation pour

1 comprendre et élaborer des solutions efficaces aux défis auxquels ces territoires et
2 pays sont confrontés. Dans ce cas, la science qui consiste à comprendre les
3 répercussions des changements climatiques en mettant tout particulièrement
4 l'accent particulier sur le réchauffement et l'acidification des océans et sur l'élévation
5 du niveau de la mer et leur impact néfaste sur nos communautés côtières est une
6 composante essentielle des capacités techniques de la CPS. Nous ne représentons
7 pas la voix d'un seul État souverain, mais la capacité collective en matière
8 scientifique qui œuvre pour la région toute entière.

9
10 Notre mandat et notre programme de travail répondent aux nombreux défis du
11 changement climatique dans toutes ses dimensions, ainsi qu'à son impact sur toute
12 la région, y compris, mais sans s'y limiter, sur les écosystèmes marins, dont la
13 pêche¹, les dangers côtiers et la protection des droits de l'homme². Notre expertise
14 s'étend aux analyses à l'échelle mondiale et régionale des incidences des
15 changements climatiques sur le milieu marin. En outre, la CPS est l'organisme pilote
16 pour la mise en œuvre de nombreux programmes d'atténuation et d'adaptation au
17 changement climatique qui portent, entre autres, sur l'élévation du niveau de la mer
18 et les pertes et dommages en résultant. Nous sommes également responsables de
19 la gestion durable des zones maritimes, des écosystèmes et des ressources de la
20 zone Pacifique « des dorsales jusqu'aux récifs » pour les générations actuelles et
21 futures³.

22
23 La CPS est reconnaissante de l'invitation qui lui a été faite par le Tribunal de
24 participer à cette procédure. Ce faisant, vous avez ouvert la voie à ceux qui sont le
25 plus durement touchés par les effets néfastes des changements climatiques sur le
26 milieu marin, en leur permettant d'apporter leur propre contribution sur la façon de
27 protéger et de préserver le milieu marin au mieux.

28
29 Notre message principal est simplement le suivant : nous espérons venir en aide au
30 Tribunal en fournissant une *perspective régionale* sur les meilleures connaissances
31 scientifiques disponibles à propos du réchauffement et de l'acidification des océans
32 et de l'élévation du niveau de la mer, et sur *ce que cela signifie réellement pour nos*
33 *populations et nos communautés*. Nous allons démontrer, à l'aide d'éléments
34 scientifiques et de modélisations, la réalité existentielle à laquelle est confrontée la
35 région Pacifique actuellement, et à laquelle elle sera confrontée à l'avenir, avec une
36 fréquence et une intensité de plus en plus grandes.

37
38 Nous sommes d'accord avec de nombreux participants à cette procédure
39 consultative sur le fait que les émissions de gaz à effet de serre d'origine

¹ Note that, under the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS), fishing is singled out among the legitimate uses of the sea that are negatively affected by pollution (*'pollution of the marine environment means the introduction by man, directly or indirectly, of substances or energy into the marine environment, including estuaries, which results or is likely to result in such deleterious effects as harm to living resources and marine life, hazards to human health, hindrance to marine activities, including fishing and other legitimate uses of the sea, impairment of quality for use of sea water and reduction of amenities.*), UNCLOS, 10 December 1982, 1833 United Nations Treaty Series (U.N.T.S.) 397 (entered into force 1 November 1994) at Article 1(1)(4).

² For The Pacific Community (SPC) mandate, see Article IV, §§ 6-10, of the Canberra Agreement establishing the South Pacific Commission (U.N.T.S., vol. 97, p. 227).

³ For the full range of SPC's implementation for mitigation and adaptation programming, see Pacific Community Strategic Plan 2022-2031 (available at: <https://www.spc.int/strategic-plan>).

1 anthropique peuvent être qualifiées de « pollution du milieu marin » au sens de la
2 Convention sur le droit de la mer⁴.

3
4 Les meilleures connaissances scientifiques, au même titre que les obligations
5 existantes en vertu du droit environnemental international et du droit en matière de
6 droits de l'homme⁵, sont nécessaires pour interpréter les obligations qui incombent
7 aux États en vertu de la Convention. Les meilleures connaissances scientifiques
8 disponibles nous montrent que les émissions de gaz à effet de serre provoquent
9 déjà des dommages, en entraînant l'élévation de la température de l'océan et la
10 montée du niveau de la mer et en augmentant le taux d'acidification des océans.
11 Ces meilleures connaissances scientifiques disponibles confirment l'urgence qu'il y a
12 pour les États à maintenir l'augmentation de la température entre 1,5 °C et 2 °C, en
13 réduisant rapidement les émissions provenant des gaz à effet de serre et des
14 combustibles fossiles⁶.

15
16 Cette réalité nécessite une action concrète de la part de la communauté
17 internationale. Les scientifiques, y compris notre propre équipe de scientifiques, ont
18 tiré la sonnette d'alarme il y a longtemps sur les répercussions colossales que les
19 changements climatiques vont provoquer pour nos sociétés, et les dirigeants de la
20 région Pacifique ont entendu cet appel.

21
22 La déclaration qui a été faite en 2021 par les dirigeants du Forum des îles du
23 Pacifique sur l'océan les engage à une action urgente pour réduire et prévenir les
24 impacts irréversibles des changements climatiques sur notre océan, et réitère le fait
25 que les changements climatiques constituent la menace la plus importante pour la
26 subsistance, la sécurité et le bien-être des peuples du Pacifique bleu⁷. C'est un
27 appel lancé aux pays de la zone Pacifique pour mettre en œuvre de façon rapide
28 des mesures appropriées afin de prévenir et gérer de façon efficace la pollution
29 marine, conformément au droit international, y compris afin de respecter, voire
30 dépasser les contributions déterminées à l'échelle nationale, en formulant en 2020
31 des stratégies de développement d'émissions décarbonées pour le milieu du siècle,

⁴ UNCLOS, *supra* note 1.

⁵ Vienna Convention on the Law of Treaties, 23 May 1969, 1155 U.N.T.S. 331 (entered into force on 27 January 1980) at Article 31(3)(c).

⁶ Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Cambridge University Press, 2022 (also available at: https://report.ipcc.ch/ar6/wg2/IPCC_AR6_WGII_FullReport.pdf). See also, International Energy Agency (IEA), *Fossil Fuel Consumption Subsidies 2022*, Paris 2023 (available at: <http://www.iea.org/reports/fossil-fuels-consumption-subsidies-2022>). Noting the immediate need to halt subsidies towards fossil fuel supply, new unabated coal plans, new oil and gas fields and new coal mines.

⁷ See [Pacific Islands Forum Leaders Ocean Statement 2021](http://www.forumsec.org/2021/03/22/pacific-islands-forum-leaders-ocean-statement-2020-21) (available at: <http://www.forumsec.org/2021/03/22/pacific-islands-forum-leaders-ocean-statement-2020-21>), reaffirming commitments to Vemöore Declaration: Commitments to Nature Conservation Action in the Pacific Islands region, 2021 – 2025; 2019 Kainaki II Declaration for Urgent Climate Change Action Now; 2018 Boe Declaration for Regional Security; 2016 Pohnpei Ocean Statement: A Course to Sustainability; and 2014 Palau Declaration on The Ocean: Life and Future and regional policy instruments: 2010 Framework for Pacific Oceanscape; 2002 Pacific Islands Regional Ocean Framework for Integrated Strategic Action Policy; the Pacific Islands Framework for Nature Conservation and Protected Areas, 2021 – 2025; Regional Action Plan: Marine Litter; Cleaner Pacific 2025 Strategy; Framework for Pacific Regionalism; Framework for Resilient Development in the Pacific; and Regional Roadmap for Sustainable Pacific Fisheries.

1 qui pourraient inclure des engagements et des stratégies pour arriver au zéro
2 carbone d'ici à 2050⁸.

3
4 Cette « ambition radicale » dont fait preuve la région Pacifique doit faire des émules,
5 étant donné surtout le caractère d'urgence mis en lumière par les connaissances
6 scientifiques sur le réchauffement des océans, l'élévation du niveau de la mer et
7 l'acidification des océans.

8
9 Je commencerai en parlant du réchauffement des océans. Ainsi que nous l'avons
10 indiqué dans notre exposé écrit, le réchauffement des océans provoqué par les
11 changements climatiques représente une menace qui a un effet significatif sur la
12 pêche pélagique et côtière, sur les systèmes de récifs coralliens, et qui entraîne
13 d'autres modifications des côtes. En outre, comme nous l'avons entendu à de
14 nombreuses reprises au cours de cette procédure, l'océan Pacifique – qui est le plus
15 grand océan de la terre – a une immense capacité à absorber le dioxyde de carbone
16 et l'excédent de chaleur. Sans des océans en bonne santé, cette fonction vitale est
17 mise en péril⁹.

18
19 Les pays et territoires du Pacifique gèrent plus de 10 % des océans du monde et
20 20 % des juridictions marines qui se trouvent dans nos Zones économiques
21 exclusives (ZEE)¹⁰, démontrant ainsi la menace existentielle à laquelle nous
22 sommes confrontés tout en soulignant bien toutes les responsabilités qui pèsent sur
23 la région pour la protection de l'océan pour les générations futures.

24
25 Au cours des 30 dernières années, le réchauffement de l'océan a plus que doublé.
26 Ce phénomène est attribué à des éléments d'origine anthropique. D'ici à 2100,
27 l'océan va absorber de deux à quatre fois plus de chaleur qu'entre 1970 et
28 aujourd'hui si le réchauffement est limité à 2 °C, et de cinq à sept fois plus si les
29 niveaux d'émission sont plus élevés¹¹. Les récifs coralliens en eau chaude sont
30 exposés à des températures extrêmes, avec des vagues de chaleur qui entraînent
31 déjà un blanchiment à grande échelle des récifs coralliens, et ceci, de façon
32 inquiétante, avec une fréquence de plus en plus grande¹².

33

⁸ *Id.* at 4. See also 2050 Strategy for the Blue Pacific Continent / Pacific Islands Forum Secretariat. Suva, Fiji: Pacific Islands Forum Secretariat, 2022, at 10.

⁹ See, e.g., UN Climate Action, *The ocean – the world's greatest ally against climate change* (available at <http://www.un.org/en/climatechange/science/climate-issues/ocean>).

¹⁰ Powers M, Begg Z, Smith G and Miles E (2019). Lessons from the Pacific Ocean Portal: Building Pacific Island Capacity to Interpret, Apply, and Communicate Ocean Information. *Front. Mar. Sci.* 6:476. doi: 10.3389/fmars.2019.00476. See also, The Pacific Community (SPC) Geoscience, Energy and Maritime Division's Oceans & Maritime programme data (available at <http://gem.spc.int/key-work/oceans-martime-programme>). For example, the surface of the EEZ for Tuvalu is 27,000 times its land area.

¹¹ IPCC, 2019: *IPCC Special Report on the Ocean and Cryosphere in a Changing Climate* [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, V. Masson-Delmotte, P. Zhai, M. Tignor, E. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Nicolai, A. Okem, J. Petzold, B. Rama, N.M. Weyer (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, 755 pp. <https://doi.org/10.1017/9781009157964>.

¹² See NOAA Coral Reef Watch Dataset, Pacific Environment Data Portal, Secretariat of the Pacific Regional Environmental Programme (SPREP), released 21 July 2021 (modified 11 February 2022) (available at: <http://pacific-data.sprep.org/dataset/noaa-coral-reef-watch>).

1 Globalement, les vagues de chaleur marine ont été multipliées par deux, sont plus
2 longues, plus intenses, plus étendues et ne vont qu'empirer. À l'échelle mondiale,
3 presque tous les récifs coralliens en eau chaude vont souffrir de pertes
4 conséquentes, même si le réchauffement de la température mondiale est limité à
5 1,5 °C¹³.

6
7 L'un des effets néfastes du réchauffement mondial les mieux documentés est sans
8 doute celui qui a trait à la pêche et aux stocks halieutiques. La rareté des ressources
9 naturelles et le faible développement du secteur privé dans la région du Pacifique
10 font que l'industrie du thon est vitale pour les économies de nos pays insulaires.
11 Avec des îles éparpillées sur quelque 20 millions de kilomètres carrés d'océan, nos
12 océans sont donc notre ressource naturelle la plus importante, qui contribue aux
13 économies de la région Pacifique grâce aux revenus des licences de pêche¹⁴, entre
14 autres choses.

15
16 Si les émissions continuent d'augmenter tout au long du XXI^e siècle (selon le
17 scénario de référence des émissions le plus élevé), nous allons assister d'ici à 2050
18 à une redistribution des stocks de thon. En raison de leur migration vers l'est, la
19 baisse locale des stocks de thon signifie qu'ils vont passer des ZEE d'États côtiers
20 vers la haute mer ou vers les eaux internationales. Cela pourrait entraîner une perte
21 annuelle des revenus des droits d'accès à la pêche, qui s'élèvera à des montants
22 supérieurs à 90 millions de dollars américains par an¹⁵. Il faut noter également que
23 près de 55 % de la capture de thon mondiale provient de la partie occidentale et
24 centrale du Pacifique¹⁶.

25
26 En conséquence, l'impact économique sur les communautés du Pacifique n'est pas
27 supportable. Près de la moitié(47 %) des ménages de la zone Pacifique indiquent
28 que la « pêche » est soit une source primaire, soit une source secondaire de
29 revenus¹⁷. En outre, la consommation de poisson des îles du Pacifique est égale à

¹³ Hoegh-Guldberg, O., D. Jacob, M. Taylor, M. Bindi, S. Brown, I. Camilloni, A. Diedhiou, R. Djalante, K.L. Ebi, F. Engelbrecht, J.Guiot, Y. Hijikata, S. Mehrotra, A. Payne, S.I. Seneviratne, A. Thomas, R. Warren, and G. Zhou, 2018: *Impacts of 1.5°C Global Warming on Natural and Human Systems*. In: *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty* [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, and T. Waterfield (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, pp. 175-312.
<https://doi.org/10.1017/9781009157940.005>.

¹⁴ J. D. Bell et al., "Pathways to sustaining tuna-dependent Pacific Island economies during climate change", *Nature Sustainability*, Vol. 4, 2021, p. 900-910 ('could reduce total annual fishing access fees earned by the ten Pacific SIDS by an average of US\$90 million (range = -US\$40 million to -US\$140 million) per year compared with the average annual revenue.') (available at: <https://www.nature.com/articles/s41893-021-00745-z>).

¹⁵ *Id.* at 901. Additionally, recent review work across SPC's 22 member countries and territories has highlighted that the volume of fishery production between 2007 and 2021 increased by 20.3% (*Id.*), denoting further importance of fisheries as significant income generation in the Pacific.

¹⁶ S. R. Hare et al., *The western and central Pacific tuna fishery: 2021 overview and status of stocks*. Tuna Fisheries Assessment Report no. 22, Pacific Community, Noumea, 2022 (available at: <https://purl.org/spc/digilib/doc/8izba>).

¹⁷ H. Seidel and P. N. Lal, *Economic value of the Pacific Ocean to the Pacific Island Countries and Territories*, IUCN, Gland, 2010 (available at:

1 trois à quatre fois la moyenne mondiale¹⁸. Si nous pouvons réaliser des scénarios
2 d'émissions plus faibles, cela offrira des trajectoires durables pour les économies du
3 Pacifique qui dépendent du thon.

4
5 En passant à une pêche côtière, le déclin des récifs coralliens en eau chaude devrait
6 faire peser un risque très important sur la sécurité alimentaire et présenter une
7 menace sur la santé nutritionnelle des communautés qui dépendent de ces sources
8 alimentaires¹⁹. Étant donné les capacités agricoles limitées de ces îles atoll (c'est-à-
9 dire des sols pauvres et peu de diversité en termes de bétail), le droit à l'alimentation
10 ne peut pas être satisfait, à moins d'avoir une industrie de la pêche durable, laquelle
11 dépend d'un milieu marin en bonne santé²⁰. L'alimentation est au cœur même des
12 identités, des cultures et des économies du Pacifique.

13
14 Le réchauffement des océans est également gravement préoccupant en raison de
15 son effet direct sur l'élévation du niveau de la mer. *L'élévation du niveau de la mer*
16 *constitue une menace existentielle pour nos régions*. Comme nous l'avons dit dans
17 notre exposé écrit, et comme vous le démontrera ma collègue des Îles Marshall, le
18 rythme auquel le niveau de la mer augmente a plus que doublé depuis 100 ans et
19 devrait s'accélérer, et passer de quatre à dix fois la cadence précédente d'ici
20 à 2100²¹. Cela a une incidence colossale sur le milieu marin et nos communautés, et
21 cela va se poursuivre avec une fréquence et une intensité croissantes.

22
23 Les communautés côtières de la région du Pacifique ont été durement touchées par
24 toutes les conséquences du changement climatique sur l'océan, puisque les
25 populations vivent pour la plupart le long du littoral²². Les effets de l'élévation du

https://www.iucn.org/sites/default/files/import/downloads/economic_value_of_the_pacific_ocean_to_the_pacific_island_countries_and_territories_p.pdf.

¹⁸ South Pacific Regional Environment Programme (SPREP), Pacific Fisheries: General Overview, Economic Opportunity (available at: <https://library.sprep.org/sites/default/files/pacific-fisheries-general-overview.pdf>)

¹⁹ The new song for coastal fisheries – pathways for change: The Noumea strategy (a regional strategy that was approved by the ninth SPC Heads of Fisheries Meeting, held in Noumea, New Caledonia in March 2015, and the 93rd Official Forum Fisheries Committee (FFC) Meeting, held in Funafuti, Tuvalu, in May 2015. It was endorsed by the 11th Ministerial FFC Meeting, held in Funafuti, Tuvalu, in July 2015) states that fish is the main source of animal protein for Pacific Island nations; ('Amongst rural populations, 50–90% of the animal-sourced protein consumed comes from fish.') *Id.* at 1. Supporting arguments can be found in SPC's Fisheries, Aquaculture and Marine Ecosystems Division Policy Brief on Gender and human rights in coastal fisheries and aquaculture law (available at: [SPC Policy Brief #36: Gender and human rights in coastal fisheries and aquaculture law - SPC Policy Brief #36 \(windows.net\)](#)).

²⁰ *Id.* at 3.

²¹ IPCC, Climate Change 2014: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Geneva, Switzerland, 2014 (also available at: https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/SYR_AR5_FINAL_full.pdf). See also, the following relevant information from SPC written submission: The combined effect of mean and extreme sea levels will result in events which are rare in the historical context (once every 100 years) occurring yearly at some locations by the middle of this century under all emission scenarios. For Pacific Islands, the mean sea level rise is compounded by the vertical submergence of the islands themselves, along with changes in weather systems such as increased tropical cyclone intensities and large swell events. Already, across the region, the number of days with coastal inundation have increased by more than 500% due to sea level rise.

²² See, e.g., the Pacific coral atoll nations of Tokelau, Tuvalu, Kiribati, and Marshall Islands. With the ocean area exceeding arable land area, there is a great need to focus efforts to sustain our ocean resources, particularly for atoll nations.

1 niveau de la mer ont contraint de nombreuses communautés à abandonner leurs
2 terres ancestrales pour s'installer dans des zones plus sûres, ce qui entraîne
3 souvent une perte de sources d'alimentation traditionnelle, de patrimoine culturel,
4 d'identité, de pratiques, de connaissances traditionnelles, de cohésion sociale, ainsi
5 que de stabilité et de sécurité économique²³. Le déplacement de ces communautés
6 pose des défis significatifs en matière de droits de l'homme²⁴. Nous considérons
7 qu'une réponse appropriée à cette menace ne peut être apportée qu'à la condition
8 que l'expérience de ceux qui sont le plus directement touchés ait la priorité par
9 rapport à ceux qui sont touchés de façon moins immédiate et moins urgente²⁵.

10

11 L'élévation du niveau de la mer causée par les changements climatiques représente
12 une atteinte directe ainsi qu'un facteur de multiplication de la menace qui pèse sur
13 notre région²⁶. Nous reconnaissons que les actions visant à faire face à la menace
14 que représente l'élévation du niveau de la mer doivent venir de la communauté
15 internationale agissant collectivement. Je me fais l'écho de nos amis de l'Union
16 africaine²⁷ en disant que l'action collective des États visant à réduire la quantité des
17 émissions de gaz à effet de serre dans leur juridiction ou dans les territoires sous
18 leur contrôle va également permettre de maîtriser le taux d'augmentation de la
19 pollution marine et, ce faisant, de mieux protéger et préserver le milieu marin.

20

21 Enfin, concernant l'acidification des océans, comme le montre le rapport le plus
22 récent du GIEC, la CPS affirme que l'acidification des océans est destinée à
23 augmenter au cours du siècle à des taux qui seront directement fonction des
24 émissions futures de GES. Il existe un consensus scientifique sur le fait que l'océan
25 a absorbé entre 20 % et 30 % des émissions de dioxyde de carbone d'origine
26 anthropique depuis les années 1980²⁸. L'absorption continue de carbone par l'océan

²³ See, e.g., Pearson, J., Jackson, G., McNamara, K.E., n.d. Climate-driven losses to Indigenous and local knowledge and cultural heritage. *Anthr. Rev.* See also, Perkiss, S., Moerman, L., 2018. *A dispute in the making: A critical examination of displacement, climate change and the Pacific Islands.* *Account. Audit. Account. J.* 31, 166–192. <https://doi.org/10.1108/AAAJ-06-2016-2582>. Establishing that changes in habitats and rising sea levels will lead to the displacement of fishing communities, either by flooding of homes, or changing ocean conditions rendering fishing grounds unusable or unrecognisable. Both would cause a loss of traditional knowledge and cultural identity relating to fishing practices used and historical, emotional, and family ties to traditional fishing grounds and sea areas.

²⁴ See generally, Perkiss, S., Moerman, L., 2018. *A dispute in the making: A critical examination of displacement, climate change and the Pacific Islands.* *Account. Audit. Account. J.* 31, 166–192. <https://doi.org/10.1108/AAAJ-06-2016-2582>. SPC believes that consultation with such overburdened communities is necessary via a people-centred approach.

²⁵ This is in line with the well-established principle in international environmental law of common but differentiated responsibilities and respective capabilities considering different national circumstances and is fundamental to the concept of equity. See Christina Voigt et al., *Dynamic Differentiation: The Principles of CBDR-RC, Progression and Highest Possible Ambition in the Paris Agreement*, 5:2 *Transnational Environmental Law* 285 (2016) at 303.

²⁶ Additionally, through our work, we know that this type of environmental stress has distinct impacts on women and social groups with intersecting identities that can further exacerbate inequalities, poverty, and how communities cope with such realities. Compounding this, the growing pressure on food security often disproportionately falls on women.

²⁷ Written Statement by The African Union, paras 215, 219; see, generally, paras. 211-221.

²⁸ *Supra* note 11 at 5.2.2.3. (*Explaining* that open ocean surface pH has declined by a very likely range of 0.017-0.027 pH units per decade since the late 1980s, with the decline in surface ocean pH very likely to have already emerged from background natural variability for more than 95% of the ocean surface area.)

1 d'ici à l'année 2100 va très certainement exacerber l'acidification des océans²⁹.
2 L'acidification des océans risque d'avoir un effet néfaste sur la production
3 alimentaire, y compris sur les crustacés, l'aquaculture, la pêche, ainsi qu'un impact
4 négatif sur les écosystèmes des récifs coralliens. La capacité des océans à absorber
5 le dioxyde de carbone sera également diminuée dans un scénario de réchauffement
6 plus élevé³⁰.

7
8 Malgré ces avertissements, les effets de l'acidification des océans causée par des
9 niveaux plus élevés de dioxyde de carbone et des niveaux plus élevés de gaz à effet
10 de serre ne sont pas adéquatement reflétés dans les réponses mondiales au
11 changement climatique visant à protéger et à préserver le milieu marin, y compris
12 par le biais de la réduction des atteintes qui sont spécifiquement énoncées dans la
13 Convention sur le droit de la mer. Cela met en péril le bon fonctionnement des
14 écosystèmes marins et augmente le risque qui pèse sur les communautés côtières
15 qui vivent dans ces zones. En outre, l'absence de stratégie concrète pour faire face
16 au problème de l'acidification des océans par le biais d'instruments internationaux
17 rend les dispositions de la Convention sur le droit de la mer et le travail de ce
18 Tribunal encore plus importants.

19
20 La région Pacifique a apporté sa propre réponse à ce que nous dit la science.
21 Malgré nos meilleurs efforts pour nous adapter avec les ressources limitées dont
22 nous disposons, les communautés continuent de subir des pertes et des dommages
23 et de craindre pour l'avenir de nos enfants et leur capacité à jouir du milieu marin
24 tout comme l'ont fait leurs ancêtres. Quoi qu'il en soit, les îles de la région Pacifique
25 demeurent déterminées et sont parmi les plus ambitieuses afin de donner l'exemple.
26 Nos jeunes font front et ne veulent pas être sacrifiés comme des orphelins des
27 changements climatiques. Ils demandent une plus grande redevabilité de la part de
28 ceux qui sont aux commandes, y compris de la part des tribunaux internationaux
29 comme le Tribunal de céans, car ils reconnaissent que, à moins d'avoir des lois à la
30 hauteur de la menace à laquelle leur génération est confrontée, toute perspective
31 d'un milieu marin propre et sain sera perdue.

32
33 Les dirigeants de la région Pacifique ont bien travaillé pour développer plusieurs
34 instruments régionaux reconnaissant le changement climatique comme constituant
35 une crise existentielle pour la région et adopter des approches et des politiques en
36 vue de combattre cette crise. Par exemple, en 2021, la Déclaration sur la
37 préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée au
38 changement climatique représente l'interprétation de bonne foi que notre région fait
39 de la Convention, en notant que le rapport entre l'élévation du niveau de la mer liée
40 au changement climatique et les zones maritimes n'a été ni prévu ni pris en
41 considération par les auteurs de la Convention³¹.

42

²⁹ *Id.*

³⁰ *Id.* (Discussing that open ocean surface pH is projected to decrease by around 0.3 pH by 2081-2100, relative to 2006-2015. To put this in perspective, a drop in pH of 0.3 to 0.4 represents more than a 150% increase in the acidity levels of the ocean.).

³¹ See Declaration on Preserving Maritime Zones in the Face of Climate Change-Related Sea Level Rise, 2021 (available at: <http://www.forumsec.org/2021/08/11/declaration-on-preserving-maritime-zones>).

1 L'année dernière, la Stratégie 2050 pour un continent Pacifique bleu a été entérinée
2 par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique. Cette stratégie renforce la mise en
3 œuvre de mesures convenues qui, de manière proactive, collective et appropriée du
4 point de vue culturel, abordent le changement climatique et ses différents impacts
5 actuels et futurs, y compris – c'est important – l'élévation du niveau de la mer et
6 l'acidification des océans³².

7
8 Ces initiatives sont importantes, mais elles ne suffisent pas à elles seules à garantir
9 la protection et la préservation du milieu marin. Il faudrait que tous les États fassent
10 leur part, et la clarification fournie par le Tribunal par le biais de cet avis consultatif
11 sera d'une importance capitale à cet égard.

12
13 Je voudrais en revenir aux communautés et aux populations elles-mêmes. Dans la
14 région Pacifique, il existe un lien spécial entre la « population » et
15 l'« environnement » tel que l'une ne peut se détacher de l'autre. Ils sont un seul et
16 même écosystème³³. La relation du Pacifique avec le milieu marin, en tant que
17 gardien et protecteur des systèmes écologiques et des connaissances
18 traditionnelles, des coutumes et des moyens de subsistance qui leur sont associés,
19 a soutenu nos peuples pendant des centaines de milliers d'années. Les procédures
20 consultatives telles que celle-ci donnent une voix à certaines des communautés les
21 plus vulnérables au changement climatique dans nos nations atoll à faible élévation,
22 en articulant la menace à laquelle elles sont exposées, puisqu'elles vivent sur la
23 ligne du front des impacts du changement climatique³⁴.

24
25 Ces impacts imposent des grandes difficultés aux populations qui interagissent avec
26 leur milieu marin et en dépendent au quotidien, et ce pour leurs besoins
27 fondamentaux. Comme cela a été reconnu par la Cour internationale de Justice,
28 « l'environnement [...] [est] l'espace où vivent les êtres humains et dont dépendent
29 la qualité de leur vie et de leur santé, y compris pour les générations à venir »³⁵.
30 Cela se manifeste déjà dans toute la région Pacifique. Ces observations sont
31 conformes à l'utilisation d'une approche basée sur les droits de l'Homme pour
32 assister les communautés les plus durement touchées³⁶.

³² See the Pacific Island Forum 2050 Strategy for the Blue Pacific Continent (available at: <https://www.forumsec.org/wp-content/uploads/2022/08/PIFS-2050-Strategy-Blue-Pacific-Continent-WEB-5Aug2022.pdf>) at 25.

³³ See, e.g., in Samoan: *fanua*; in Fijian: *vanua*.

³⁴ Commonly voiced concerns include food and water security, coastal erosion, and the disproportionate impact on women, girls, and children.

³⁵ Cour internationale de Justice (CIJ), *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif*, C.I.J. Recueil 1996, p. 241, paragraphe 29.

³⁶ See, e.g., Pedro Arrojo Agudo (Special Rapporteur on the human rights to safe drinking water and sanitation), Special thematic report on climate change and the human rights to water and sanitation (Part 1: Outlining the impacts of climate change on the human rights to water and sanitation around the world, Part II: The impacts of climate change on the human rights to water and sanitation of groups and population in situations of vulnerability, Part III: A rights-based approach to adaptation, mitigation, finance, and cooperation), Jan. and Mar. 2022. See also, generally, Amicus brief submitted to the International Tribunal for the Law of the Sea by the UN Special Rapporteurs on Human Rights & Climate Change (Ian Fry), Toxics & Human Rights (Marcos Orellana), and Human Rights & the Environment (David Boyd).

1 La portée et le contenu des obligations de prévenir, de réduire et de maîtriser la
2 pollution du milieu marin, et de le protéger et de le préserver, doivent donc examinés
3 en harmonie avec les droits des peuples et des communautés de jouir de leurs
4 droits, y compris leur droit à *un milieu marin propre et sain*.

5
6 L'opportunité se présente aujourd'hui. Le Tribunal a la mission extrêmement
7 importante de traiter des questions juridiques concernant le milieu marin, étant
8 donné que l'interprétation et l'application de la Convention à cet égard sont
9 *fondamentales* pour la régulation de tous les espaces océaniques, leur utilisation,
10 leurs ressources et les répercussions qu'ils ont sur les peuples du Pacifique.

11
12 En conclusion, dans la préparation de cet avis consultatif, nous vous demandons de
13 prendre note de l'état des connaissances scientifiques, de l'expérience vécue et des
14 connaissances spécifiques des gardiens historiques de notre milieu marin et de ceux
15 qui continuent d'en prendre soin actuellement. Apprenez de milliers d'années de
16 soins indigènes apportés à notre milieu marin et à la biodiversité, et de la manière
17 dont nous utilisons nos approches culturelles collaboratives pour nous attaquer aux
18 problèmes climatiques par le biais de législations et de politiques régionales. Prenez
19 en compte l'urgence avec laquelle la communauté internationale doit agir, non pas
20 seulement pour les peuples du Pacifique, mais également pour les gardiens
21 indigènes au niveau mondial et pour l'humanité dans son ensemble. Utilisez votre
22 autorité pour fournir un avis consultatif qui explique effectivement comment la
23 Convention est véritablement protectrice du milieu marin.

24
25 Je vais maintenant laisser le reste du temps de parole de la CPS à notre État
26 membre avec la représentante de la République des Îles Marshall, qui va continuer à
27 développer la question de l'élévation du niveau de la mer et de son impact sur les
28 communautés côtières des îles Marshall. Je vous demande de bien vouloir
29 demander à Mme Jetñil-Kijiner de présenter sa déclaration. *Vinaka vakalevu*. Je
30 vous remercie.

31
32 **LE PRÉSIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Merci, Madame Robinson. Je donne à
33 présent la parole à Mme Jetñil-Kijiner.

34
35 **Mme JETÑIL-KIJINER** (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président,
36 Mesdames et Messieurs les membres du Tribunal, je m'appelle Kathy Jetñil-Kijiner
37 et je suis l'émissaire pour le climat du Gouvernement de la République des Îles
38 Marshall. Les Îles Marshall se trouvent ici sur l'écran, dans la région du Pacifique
39 Nord.

40
41 Les questions devant le Tribunal concernent la prévention de la pollution marine et la
42 protection du milieu marin, y compris des effets néfastes de l'élévation du niveau de
43 la mer. Je souhaiterais appeler votre attention sur les incidences combinées de
44 l'élévation du niveau marin et des inondations sur ma communauté. La gravité de
45 ces impacts ne peut être exagérée. Je voudrais consacrer ce moment qui m'est
46 donné pour dire ce que signifie la science pour les Îles Marshall, pour ma
47 communauté et pour moi personnellement.

1 Nous sommes arrivés à un moment où il est encore possible de changer la réalité
2 que nos populations du Pacifique connaissent, en réduisant immédiatement les
3 émissions de GES qui polluent le milieu marin. Les modèles tels que ceux que je
4 vais vous présenter aujourd'hui démontrent la réalité et les prédictions basées sur
5 les meilleures données scientifiques, réaffirmant l'importance des obligations
6 auxquelles sont soumis les États de prévenir la pollution marine et de protéger et de
7 préserver le milieu marin, et le fait qu'ils doivent agir en la matière de manière
8 urgente. Si nous n'agissons point avec suffisamment d'urgence et d'ambition durant
9 la présente décennie – dans les sept années à venir –, nos peuples vont souffrir
10 pendant des milliers d'années³⁷.

11
12 Cet atoll ou cette île corallienne que vous voyez sur l'écran est l'atoll de Majuro, une
13 sorte d'île corallienne en forme d'anneau, connue sous le nom de récif-barrière, qui
14 a une très faible altitude et abrite un lagon³⁸. Les Îles Marshall sont une nation atoll
15 qui n'a que deux mètres d'élévation au-dessus de la mer, sans montagnes ni terres
16 élevées. C'est là que je suis chez moi. C'est la capitale des Îles Marshall, l'une des
17 64 îles éparpillées sur environ 1,9 million de kilomètres carrés d'espaces
18 océaniques³⁹.

19
20 La majorité de notre population vit sur cette île que vous voyez à l'écran, et la plupart
21 des habitants vivent dans les zones étroites de Delap, Uliga et Djarrit. C'est là que
22 j'habite. Toutefois, je vais mettre l'accent sur la partie la plus large de notre île, qui
23 s'appelle Laura. Gardez cela à l'esprit tandis que je vous ferai parcourir les réalités
24 que nous connaissons aujourd'hui et ce que la science nous montre pour l'avenir.

25
26 C'est une question de temps et de température. Nous avons besoin de temps pour
27 nous adapter et il faut que la hausse de température ralentisse pour atténuer la perte
28 de mon chez moi⁴⁰.

29
30 Voici la zone de Laura, la partie la plus large de l'atoll de Majuro.

31
32 La lentille d'eau douce montre l'étendue des eaux souterraines dans cette zone.
33 Dans les atolls et les îles de faible élévation, cette lentille d'eau douce est une mince
34 couche d'eau sous l'île qui se trouve au-dessus de l'eau salée. La quantité d'eau
35 douce ou l'épaisseur de la lentille dépend de nombreux facteurs, comme l'eau de
36 pluie, la manière dont l'eau est gérée et celle dont elle est obtenue pour l'usage de la

³⁷ See IPCC AR6 WGII, *Summary for Policy Makers* D.5 ('Societal choices and actions implemented in the next decade determine the extent to which medium and long-term pathways will deliver higher or lower climate resilient development (high confidence)'); and *Summary for Policy Makers* D.5.3 ('[a]ny further delay in concerted anticipatory global action on adaptation and mitigation will miss a brief and rapidly closing window of opportunity to secure a liveable and sustainable future for all (very high confidence)') at 35.

³⁸ See *generally*, the Geoscience, Energy, and Maritime Division's modelling website for atoll specific data (available at: <https://opm.gem.spc.int/prep/home>).

³⁹ Access to this full data set can be found on SPC's modelling website (available at: <https://opm.gem.spc.int/prep/home>). This dashboard was developed under the Pacific Resilience Programme II Project. The portal provides home for gridded and geospatial data produced by the project. See *also*, the Majuro atoll map from SPC modelling (available at: <https://landscapeknowledge.net/majuro-atoll-map/>). We have also linked via QR code on the presentation page.

⁴⁰ See Verbatim Record, Oral Statement by Hon. Kausea Natano for Tuvalu, ITLOS/PV.23/C31/1, page 14 at 29-30.

1 communauté. Pour ce qui est de Majuro, cette lentille approvisionne plus de
2 23 182 personnes qui vivent à Majuro. Cette zone accueille environ 2 500 de ces
3 personnes⁴¹. L'eau est transportée par des canalisations à des usines de traitement
4 pour fournir l'accès à l'eau de la communauté, et c'est la plus grande et la seule
5 lentille d'eau douce de l'île.

6
7 La zone de la lentille d'eau douce est importante parce qu'elle soutient notre sécurité
8 alimentaire et hydrique. Vous voyez dans les cercles jaunes comment le système est
9 surveillé pour vérifier les niveaux de salinité. Ceci se fait afin d'assurer que la lentille
10 soit gérée de manière efficace pour réduire les risques d'extraction excessive de la
11 fine nappe d'eau douce.

12
13 Que se passe-t-il si nous utilisons le meilleur de la science pour modéliser le danger
14 et le risque de catastrophe avant que ne se produise toute incidence de l'élévation
15 du niveau de la mer et que nous comparons ensuite cela avec la hausse progressive
16 du niveau de la mer due à l'homme ? Vous voyez sur cette planche une ligne bleue,
17 fine, qui borde la zone de Laura. Sur la bordure de l'atoll se trouvent des habitations,
18 des infrastructures telles que des écoles et des hôpitaux, et vous voyez également
19 cette zone, au milieu ; c'est là où se trouvent des zones agricoles importantes qui
20 fournissent la sécurité alimentaire des populations de cette zone.

21
22 Ce modèle est composé de données d'altitude obtenues par LiDAR de haute
23 résolution, une méthode de télédétection utilisant la lumière d'un laser pour mesurer
24 les distances variables par rapport à la terre et qui est utilisée pour examiner ses
25 surfaces. Ces données LiDAR sont croisées avec celles du risque d'inondation basé
26 sur des modèles de la CPS afin de prévoir les conséquences et les risques
27 d'événements extrêmes d'inondation par la mer, sans y ajouter l'élévation du niveau
28 de la mer. Ce modèle et le savoir-faire scientifique qu'il renferme sont le résultat de
29 plus de 30 ans de travaux scientifiques menés dans la zone de Laura.

30
31 Cette modélisation montre un événement d'inondation ou une onde de tempête⁴².
32 Vous voyez que même sans élévation du niveau de la mer, la zone environnante est
33 toujours vulnérable à un événement de vague submersive relativement faible. Par
34 exemple, les bâtiments rouges sont l'église, l'hôpital et l'école. En termes
35 scientifiques, ce genre d'événement devrait se produire tous les 10 ans si l'on se
36 fonde sur les incidences antérieures à l'élévation du niveau de la mer que nous
37 connaissons déjà chez nous⁴³.

38
39 Si nous utilisons les mêmes moyens scientifiques dans un scénario – c'est la
40 marne – sans ajouter les projections d'élévation du niveau de la mer, cette planche
41 vous montre ce à quoi ressemblerait un événement de catastrophe résultant d'une
42 vague submersive. Elle montre un événement qui serait censé se produire une fois

⁴¹ Economic Policy Planning and Statistics Office of the Republic of the Marshall Islands, Population and Housing Census 2021 (PHC 2021), version 01 of the licensed datasets (March2023), provided by the Pacific Data Hub – Microdata Library (available at: <https://microdata.pacificdata.org/index.php/home>) Furthermore, the population of the RMI is 53,158 persons (2011 Census), with Majuro and Kwajalein (largely Ebeye) currently accounting for three-quarters of the country's population.

⁴² *Supra* note 11.

⁴³ *Id.*

1 par siècle. Il s'agit clairement d'un événement majeur pour nos communautés,
2 même sans qu'on y ajoute la moindre élévation du niveau de la mer.

3
4 Alors, que se passe-t-il si l'on y ajoute de petites quantités d'élévation du niveau de
5 la mer ? Comme je l'ai dit précédemment, il s'agit d'une question de temps et de
6 température. Parce que sans le temps de mieux se préparer et sans action pour
7 ralentir l'impact prochain de l'élévation de la mer due à l'homme, ces catastrophes
8 deviennent des événements extrêmes dus à l'élévation du niveau de la mer pour nos
9 populations.

10
11 Sur cette planche, ce que vous voyez maintenant est une modélisation qui illustre
12 25 cm d'élévation du niveau de la mer. Cette modélisation est développée ensuite
13 pour voir ce qui se passe lors d'un événement qui serait censé se produire tous les
14 10 ans. Comme vous le voyez, le fait de n'ajouter que 25 centimètres transforme ce
15 qui était un événement d'inondation mineur dû à une vague submersive en un
16 événement extrême dû à l'élévation du niveau de la mer.

17
18 Si l'on se fonde sur la science, l'addition de 25 centimètres d'élévation du niveau de
19 la mer devrait se produire entre 2050 et 2060⁴⁴.

20
21 Par contraste, l'image à gauche est celle de la modélisation de ce à quoi une
22 submersion marine aurait ressemblé avant que nous n'ayons eu la moindre
23 élévation du niveau de la mer causée par le climat ; cela serait censé se produire
24 tous les 10 ans. Comme vous le voyez, il y a des impacts côtiers, mais mineurs. À
25 droite, vous avez la même submersion marine, avec 25 centimètres d'élévation du
26 niveau de la mer – donc une légère augmentation, inférieure à la longueur d'une
27 règle normale, fait d'un événement normal de vague de submersion un événement
28 extrême pour nos populations. Cela illustre la réalité, qui fait que des événements
29 qui se produisent normalement deviennent plus intenses, plus extrêmes et plus
30 fréquents.

31
32 C'est la raison pour laquelle les impacts anthropiques et la nécessité de ralentir le
33 rythme de l'élévation du niveau de la mer en décarbonant rapidement notre planète
34 nous donneront davantage le temps de nous préparer aux événements extrêmes
35 attendus dans les décennies à venir pour les générations futures.

36
37 Allons plus loin dans ce que pourraient devenir ces scénarios pour nos
38 communautés. Le modèle devant vous est ce que mon pays connaîtra avec une
39 élévation du niveau de la mer de 50 centimètres, qui est celle qui devrait se produire
40 si nous continuons sur la trajectoire actuelle durant notre siècle⁴⁵. Encore une fois,

⁴⁴ Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Cambridge University Press, 2022 (also available at: https://report.ipcc.ch/ar6/wg2/IPCC_AR6_WGII_FullReport.pdf). Projection scenarios used in this presentation are based on the Shared Socioeconomic Pathways (SSPs) from the latest IPCC report. SSPs include changes in human behaviour and policy and are considered more representative of potential climate futures.

⁴⁵ International Organisation for Migration, Jo-Jikum, Marshall Islands Conservation Society, The University of Melbourne and Women United Together Marshall Islands, 2023. *My heritage is here: Report on Consultations with Communities in the Marshall in Support of the Development of the National Adaptation Plan*.

1 c'est une question de temps et de température, puisque ce scénario montre que le
2 fait d'ajouter juste 50 cm d'élévation du niveau de la mer génère un événement
3 extrême tous les 10 ans. Vous noterez également que ce qui devrait se produire
4 tous les 10 ans est tout aussi grave que ce qui devait se produire tous les 100 ans
5 *sans l'ajout des projections d'élévation du niveau de la mer.*
6

7 Ce qui constituait un événement mineur sans élévation du niveau de la mer devient
8 désormais un événement majeur avec de l'eau salée dans nos zones agricoles et
9 qui s'infiltré dans notre lentille d'eau douce. L'événement que vous voyez signifie
10 qu'il y a de l'eau salée dans nos cultures vivrières et dans notre eau douce. Les
11 communautés sont déplacées, touchées par les vagues, et les habitations sont
12 inondées par de l'eau salée. Ce scénario constitue le point de basculement pour nos
13 populations, et nous le savons.
14

15 Si nous en arrivons là, nous savons, en tant que pays, que nous devons envisager
16 des mesures d'adaptation extrêmes pour protéger nos foyers ou faire des choix sans
17 précédent, comme déplacer notre capitale vers d'autres îles – une décision que
18 nous sommes obligés de prendre à cause de l'impact existentiel de cette menace
19 externe d'élévation du niveau de la mer causée par le climat.
20

21 Les Îles Marshall prévoient déjà un scénario d'élévation du niveau de la mer de
22 50 centimètres sur 70 à 90 ans. Ma fille de neuf ans sera adulte à ce moment-là.
23 Cela signifie que l'on se prépare déjà à cette réalité. Avec notre plan national
24 d'adaptation, nous envisageons des mesures extrêmes d'adaptation, pouvant
25 consister par exemple à surélever certaines parties de nos îles et à déplacer en
26 interne une partie de notre population de certaines îles vers d'autres.
27

28 Le scénario final que je voudrais vous montrer se fonde sur un mètre d'élévation du
29 niveau de la mer. Ce que vous voyez sur l'écran vous montre que, tous les dix ans,
30 notre île sera complètement inondée par des événements extrêmes d'élévation du
31 niveau de la mer, si l'élévation du niveau de la mer atteint un mètre. La science doit
32 encore déterminer combien de temps il faudra à nos cultures vivrières pour se
33 remettre après avoir été polluées par de l'eau salée. Mais nous savons que si nous
34 continuons sur la trajectoire actuelle d'émissions de GES, cela met en danger nos
35 moyens de subsistance et notre population. Cette réalité exige de ralentir la
36 trajectoire sur laquelle nous nous trouvons actuellement en tant que communauté
37 mondiale.
38

39 Qu'est-ce que cela veut dire pour moi, pour mes enfants, pour mes petits-enfants ?
40 Cette image donne un exemple de ce à quoi ressemble un événement extrême.
41 Nous n'avons qu'une seule route sur notre île. La voici après un événement
42 d'inondation extrême en 2019. Ce que le modèle montre, c'est que des événements
43 tels que celui-ci vont se produire avec une fréquence et une intensité accrues au fur
44 et à mesure que se poursuit l'élévation du niveau de la mer.
45

46 Lors de consultations communautaires tenues dans toutes les îles, les membres de
47 la communauté ont fait des observations relatives à l'élévation du niveau de la mer,
48 ainsi qu'à des facteurs additionnels tels que sécheresse et températures élevées⁴⁶.

⁴⁶ *Supra* note 45.

1 Comme vous le constatez, l'élévation du niveau de la mer a été suivie au niveau de
2 la communauté. L'élévation du niveau de la mer ne touche donc pas que le site
3 particulier de Laura, mais notre pays tout entier. Et cela fait violence à notre lien
4 naturel avec le milieu marin, sur lequel reposent notre culture et nos moyens de
5 subsistance.

6

7 C'est la raison pour laquelle la communauté mondiale doit agir, pas seulement pour
8 nous, mais pour notre planète tout entière, car nous sommes peut-être les premiers
9 témoins de ces impacts, mais nous ne serons pas les derniers.

10

11 Tous les États sont tenus, en vertu la Convention, de prévenir la pollution marine et
12 de protéger le milieu marin. Ces obligations sont importantes pour l'avenir des Îles
13 Marshall, pour ma communauté et pour ma famille.

14

15 Votre avis consultatif nous donnera les précisions si nécessaires concernant la
16 portée et l'étendue de ces obligations, ce qui pourra servir d'orientation à tous les
17 États Parties afin qu'ils veillent à ce que les scénarios extrêmes du modèle que je
18 vous montre NE deviennent PAS la réalité des populations du Pacifique.

19

20 *Vinaka vakalevu, merci.*

21

22 **LE PRÉSIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Merci, Madame. Ceci nous amène à la
23 fin de la séance de cet après-midi. Le Tribunal siégera de nouveau demain matin à
24 10 heures. Nous entendrons les exposés écrits des Comores, de la République
25 démocratique du Congo et de l'Union internationale pour la conservation de la
26 nature et des ressources naturelles. La séance est levée.

27

28

(La séance est levée.)